

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1859-1860.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 8.

I. — Prompts rapports

POUR LA SÉANCE DU VENDREDI 23 MARS 1860.

M. VANDER DONCKT, *Rapporteur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions	
1.	13462.	Par pétition datée de Roulers le 9 mars 1860,
	13479.	Des habitants des deux Flandres demandent qu'il soit
	13488.	donné cours légal en Belgique aux pièces décimales
	13496.	françaises en or, ou que ces monnaies soient reçues pour
	13503.	leur valeur nominale dans les caisses de l'État, et propo-
	13506.	sent subsidiairement que le Gouvernement soit autorisé
		à battre, pour son propre compte et pour compte des
		particuliers, des monnaies d'or belges de même valeur,
		titre et module que l'or français.

Même demande d'habitants d'Issegem, Rumbeke, Wervicq, Ledeghem, Renaix, Bruges, Moorslede, Termonde, Baesrode, Hooglede, Poperinghe, Moerzeke, Vynckt, Bavichove, Bissegem, Wevelghem, Meulebeke, Sweveghem, Overmeire, Tamise, Berchem, Bassevelde, Lebbeke, Hamme, Emelghem, Vlamertinghe, Gheluwe, Herseaux, Aeltre, Courtrai, Lichtervelde, Ingelmunster,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Leupegthem; Berlaere, Ardoye, Saint-Genois, Mouscron, Mercken, Wetteren, Ecnacme, Audenarde, Gullegthem, Zèle, Lokeren, Vive Saint-Éloi, Waereghem, Kerkhove, Dixmude, Coyghem, Staden, Comines, Selzaete, Wercken, Beveren-lez-Roulers, Cuerne, Helchin, Wacken, Lokeren, Schoore, Mannekensvere, Saint-Georges, Harlebeke, Ypres, Nieupoort, Beveren, Desselghem, Menin, Waesmunster et Wichelen — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. 13480. Par pétition datée d'Anvers, le 12 mars 1860,
13489. Des négociants à Anvers demandent qu'il soit donné
13493. cours légal en Belgique à la monnaie d'or de France.
13504. Même demande d'habitants de Frameries, Hornu,
13507. Bruxelles, Dinant, Dour, Philippeville, Quiévrain, Moen
et Wasmes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
3. 13481. Par pétition datée de Charleroi, le 11 mars 1860,
Des industriels et négociants à Charleroi, appellent l'attention de la Chambre sur les embarras et les pertes occasionnés au commerce et à l'industrie par suite de la circulation de l'or français, et demandent qu'il soit pris une mesure pour faire cesser cet état de choses. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
4. 13463. Par pétition datée de Hasselt, le 10 mars 1860,
Des habitants de Hasselt appellent l'attention de la Chambre sur les pertes que le système monétaire actuel fait subir aux industriels de cette ville, et demandent que les agents du Trésor soient autorisés à recevoir l'or au taux légal de France, jusqu'à ce qu'une loi permanente ait décidé la question monétaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
5. 13473. Par pétition datée de Stockheim, le 12 mars 1860,
13509. Les membres du conseil communal de Stockheim demandent la construction d'un chemin de fer de Bilsen à Tongres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

Même demande des membres du conseil communal de Lanacken.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 6. | 13460. | <p>Par pétition datée de Wonck, le 9 mars 1860,</p> <p>Les membres du conseil communal et des habitants de Wonck présentent des observations en faveur de la demande en concession d'un chemin de fer de Liège à Tongres.</p> <p>Mêmes observations des membres du conseil communal et d'habitants de Roelenge et de Bassenge. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</p> |
| 7. | 13497. | <p>Par pétition datée de Neerhaeren, le 14 mars 1860,</p> <p>Le conseil communal de Neerhaeren présente des observations contre les tracés de chemin de fer projetés d'Ans à Tongres ou de Cortessem, et prie la Chambre de décréter soit la ligne entière de Bilsen à Liège, soit la première section de cette ligne, de Bilsen jusqu'à Tongres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</p> |

II. — Rapports ordinaires.

M. HYMANS, 1^{er} Rapporteur.

- | | | |
|-----|--------|--|
| 8. | 13432. | <p>Par pétition datée de la Mine-lez-Longvilly, le 1^{er} mars 1860,</p> <p>Le sieur Luc, ouvrier à Longvilly, devenu aveugle par suite des blessures que lui ont occasionné des éclats de pierres dans une tranchée sur le chemin de fer du Luxembourg, demande un secours. — Concl. — Ordre du jour.</p> |
| 9. | 13104. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Des électeurs à Habay-la-Vieille demandent que l'arrêté royal portant nomination du bourgmestre de cette commune soit rapporté. — Concl. — Ordre du jour.</p> |
| 10. | 13430. | <p>Par pétition datée du 27 février 1860,</p> <p>Des secrétaires communaux dans l'arrondissement de Bruxelles prient la Chambre de voter une loi qui fixe le <i>minimum</i> de leur traitement et qui leur accorde un subside sur les fonds du Trésor. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</p> |
| 11. | 15431. | <p>Par pétition datée de Chimay, le 2 mars 1860,</p> <p>Le sieur Lamblin, commissaire de police à Chimay,</p> |

Numéros du feuilleton.	Numéro du registre des pétitions.
------------------------------	---

demande que les commissaires de police, remplissant les fonctions de ministère public près les tribunaux de simple police, reçoivent les ouvrages de droit publiés par le Gouvernement et soient admis à prendre connaissance des ouvrages déposés aux greffes des justices de paix. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

12. 13417. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 février 1860,
Le sieur Schupert, ancien employé à l'atelier général du timbre, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un emploi ou un traitement d'attente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
13. 13449. Par pétition datée à Lille, le 6 mars 1860,
Le sieur Wouters, cultivateur de Lille, réclame contre l'exemption accordée par le conseil de milice à quatre miliciens de la classe de 1859. — Concl. — Ordre du jour.
14. 13433. Par pétition datée d'Anvers, le 1^{er} mars 1860,
Le sieur Bequet demande qu'il ne soit nommé dans les provinces flamandes que des fonctionnaires connaissant les deux langues. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 13373. Par pétition datée de Termonde, le 15 janvier 1860,
Des habitants de Termonde réclament l'intervention de la Chambre pour faire abolir l'impôt sur la mouture qui est perçu dans cette ville. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi relatif aux octrois.
16. 13300. Par pétition datée de Charleroi, le 2 janvier 1860,
Le sieur Bourgeois demande à participer aux avantages accordés aux combattants de la révolution. — Concl. — Ordre du jour.
17. 13414. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 février 1860,
Des officiers retraités demandent une loi qui les exempte de la retenue d'un pour cent faite par l'État sur le montant de leur pension. — Concl. — Ordre du jour.
18. 15296. Par pétition datée d'Engis, le 3 janvier 1860,
Le sieur Hallet demande que les sous-officiers, brigadiers et gendarmes reçoivent en mains les 20 centimes d'augmentation qui leur ont été alloués au budget de 1860. — Concl. — Ordre du jour.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|--|--|---|
| 19. | 13295. | Par pétition datée de Commanster, le 9 février 1860,
Le sieur Ledoux demande l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des veuves de gendarmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| — | | |
| M. DE PAUL, 2 ^e Rapporteur. | | |
| 20. | 13409. | Par pétition datée de Rance, le 27 février 1860,
Des habitants de Rance demandent la construction d'un chemin de fer de Peissant à Beaumont, Rance et Momignies, ou de Thuin à Beaumont, Rance et Momignies. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 21. | 13400. | Par pétition datée de Beaumont, le 14 février 1860,
Des habitants de Beaumont demandent la construction d'un chemin de fer soit de Peissant à Beaumont, — de Walcourt à Erquelines par Beaumont, — de Thuin à Beaumont et Momignies ou Chimay, soit d'Erquelines à Beaumont et Chimay. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 22. | 13380. | Par pétition datée de Bruxelles, en février 1860,
Le comte Arrivabène et autres membres de la Société centrale d'agriculture demandent des modifications à la loi sur les barrières. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 23. | 13435. | Par pétition datée de Binche, le 2 mars 1860,
Les sieurs Derbaix et Delval présentent des observations sur la nécessité de fixer la législation en ce qui concerne l'art. 7 § 14 de la loi du 18 mars 1855 sur les barrières, et l'art. 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux, et soumettent à la Chambre une combinaison ayant pour but d'assurer la conservation des routes communales pavées et empierrées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 24. | 13452. | Par pétition datée de Tirlemont, le 7 mars 1860,
Le sieur Chevalier demande que la position des pharmaciens militaires soit améliorée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
25.	13398.

Par pétition sans date,

Plusieurs bourgmestres du canton de Florennes, prient la Chambre d'accorder à la Société des chemins de fer de l'Est belge la concession du prolongement du chemin de fer de Châtelineau à Givet. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi de concession du chemin de fer de Morialmé.

26. 13399.

Par pétition datée de Bouffioulx, le 19 février 1860,

Le conseil communal de Bouffioulx demande que le Gouvernement accorde la concession du chemin de fer de Morialmé à Givet.

Même demande du conseil communal de Gougnies. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi de concession du chemin de fer de Morialmé.

27. 13441.

Par pétition datée d'Anvers, le 3 mars 1860,

Le sieur Joris demande que son fils Jean François, qui est appelé au service militaire, en soit exempté. — Concl. — Ordre du jour.

28. 13397.

Par pétition datée de Gheluvelt, le 16 février 1860,

Le sieur Desreumaux réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils Louis Augustin Joseph, incorporé au 4^e régiment d'artillerie, soit libéré du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

29. 13319.

Par pétition datée de Malines, le 18 janvier 1860,

Le sieur Egrix, blessé de 1830, demande la pension de 250 francs, qui est accordée aux blessés de septembre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VAN RENYNGHE, 3^e Rapporteur.

30. 13104.

Par pétition sans date,

Des électeurs de Habay-la-Vieille prient la Chambre de statuer sur leur demande, tendant à ce que l'arrêté royal portant nomination du bourgmestre de cette commune soit rapporté. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

31. 13102.

Par pétition datée de Cruybeke, le 12 août 1859,

Le conseil communal de Cruybeke réclame l'interven-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tion de la Chambre pour obtenir le remboursement des avances faites à charge du trésor public, par le bureau de bienfaisance de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

52. 13095. Par pétition datée de Jesseren, le 5 août 1859,
Le sieur Vanheers demande l'abrogation de l'art. 4 de la loi du 27 février 1846 sur la chasse. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
55. 13043. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 juillet 1859,
Le sieur Chaumont, ancien officier, préposé des douanes pensionné, demande une place d'éclusier, ou une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
54. 13083. Par pétition datée de Tournai, le 10 juillet 1859,
Le sieur Ritte prie la Chambre de fixer par une loi d'interprétation le sens de l'art. 98 de la Constitution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
58. 13049. Par pétition datée d'Audenarde, le 24 juillet 1859,
Le sieur Thans, soldat au 2^e régiment de chasseurs à cheval, demande son congé illimité. — Concl. — Ordre du jour.

M. VANDER DONCKT, 4^e Rapporteur.

56. 13450. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1860,
Le sieur Dineur réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution du montant d'une amende dont remise lui a été faite par arrêté royal du 19 novembre 1858. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des finances.
57. 13434. Par pétition datée d'Opprebais, le 25 février 1860,
Des habitants d'Opprebais, Incourt et Roux-Miroir demandent l'abrogation des art. 22, 23 et 49 de la loi du 11 juin 1850, sur l'exercice de la médecine vétérinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur, avec demande d'explications.
-